



Comptes économiques rapides de La Réunion en 2015

La croissance se maintient

En 2015, la croissance du PIB en volume se maintient après le rebond de 2014 (+ 2,8 % après + 3,1 %). Soutenue par un pouvoir d'achat en progression, la consommation des ménages se renforce (+ 3,2 % après + 2,7 %). L'investissement continue de progresser (+ 4,1 %) mais à un rythme moins soutenu qu'en 2014. Le tourisme repart à la hausse après trois années consécutives de recul. La situation sur le marché du travail s'améliore nettement.

Le revenu disponible brut des ménages augmente de 2,8 % en valeur à La Réunion. Soutenus par la baisse des prix, les revenus progressent de 3,1 % en volume. Le pouvoir d'achat individuel augmente ainsi de 2,6 % et s'établit à 82 % du niveau français, poursuivant le rattrapage en cours. La masse salariale versée sur le territoire reste dynamique mais ralentit. Les prestations sociales augmentent de 2,2 %. Au final, la consommation des ménages se tonifie, avec + 3,2 % en volume après + 2,7 % en 2014.

Bérangère Duplouy, Gaëlle Rabaey, Insee

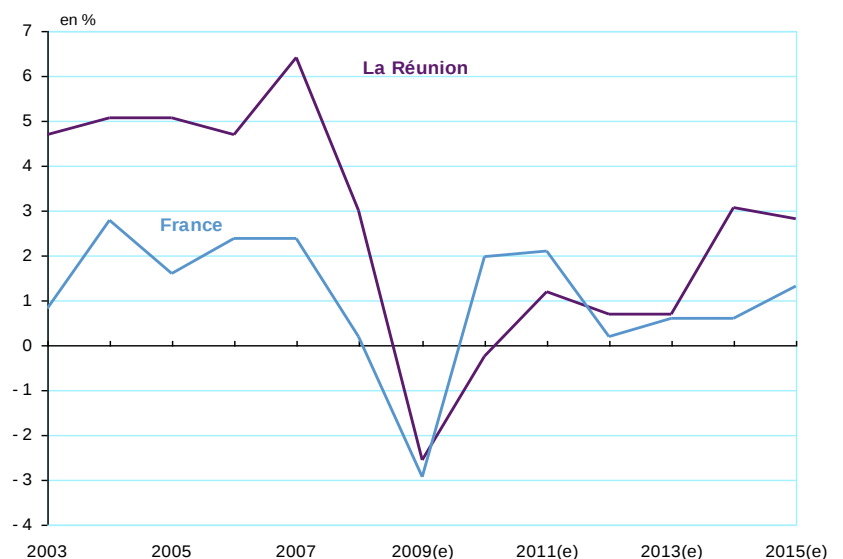
Le produit intérieur brut (PIB) de La Réunion augmente de 2,8 % en volume en 2015 après + 3,1 % en 2014 (*figure 1*). La croissance ralentit un peu par rapport à 2014 mais reste bien supérieure à la timide reprise observée entre 2010 et 2013. Le léger recul des prix du PIB (- 0,2 %) participe à la croissance : les prix à la consommation des ménages fléchissent notamment de 0,5 % et soutiennent ainsi le pouvoir d'achat et la consommation des ménages (*définitions*).

Le PIB par habitant progresse de 2,3 % en volume comme en 2014. Il atteint ainsi 21 460 euros. Même s'il a quasiment doublé en vingt ans, le PIB par habitant ne représente en 2015 à La Réunion que 65 % du niveau national.

En France, le PIB croît de 1,3 % en volume en 2015, après deux années de croissance modérée (+ 0,6 % en 2013

1 Le PIB progresse de 2,8 %

Évolution du produit intérieur brut (PIB) en volume



(e) : estimation.

Sources : Insee, comptes nationaux (base 2010) ; Insee, comptes régionaux définitifs jusqu'en 2007 (base 2005) ; Cerom, comptes rapides (2008-2015).



et en 2014). La consommation des ménages accélère et les dépenses d'investissement rebondissent (+ 1,0 % après -0,3 % en 2014). Le pouvoir d'achat du revenu disponible brut des ménages s'améliore, en raison essentiellement du dynamisme des revenus d'activité et des prestations sociales en espèces. Le pouvoir d'achat individuel croît sensiblement, pour la première fois depuis 2010.

La croissance se renforce

La consommation constitue, plus encore qu'en 2014, le moteur principal de la croissance réunionnaise (figure 2). La consommation des ménages se renforce : + 3,2 % en volume après + 2,7 % en 2014. Elle est soutenue par la baisse des prix à la consommation (- 0,5 %) et par le dynamisme du revenu disponible brut (+ 2,8 %). En effet, les salaires continuent de progresser en 2015 (+ 2,9 % après + 4,4 %). Cette hausse est relayée par une augmentation plus importante des prestations sociales en espèces (+ 3,3 % après + 1,1 % en 2014), notamment du RSA et des prestations chômage.

Les dépenses de consommation des administrations publiques continuent de progresser au même rythme qu'en 2014 (+ 2,3 %). De nouveau, les dépenses de l'État progressent moins rapidement que celles des collectivités locales (respectivement + 2,0 % et + 2,3 %).

L'investissement ralentit

Dopé par le démarrage des travaux de la Nouvelle route du littoral en 2014, l'investissement avait nettement rebondi l'année dernière (+ 6,8 % en volume). En 2015, sa progression ralentit (+ 4,1 % en volume).

L'investissement en BTP progresse modérément dans un secteur à deux vitesses. Grâce à la Nouvelle route du littoral, l'activité dans les travaux publics se maintient à son plus haut niveau depuis 2009. Par contre, le bâtiment reste à la peine : le chiffre d'affaires du secteur recule de près de 9 % soit sa plus forte baisse sur un an depuis 2010. Si les mises en chantier redémarrent (+ 5,5 % en 2015), les permis de construire diminuent pour la troisième année consécutive (- 4,8 %). L'investissement en biens d'équipement reste dynamique (+ 6,9 % après + 9,2 % en 2014), soutenu par les achats d'automobiles des entreprises.

Le montant des importations à La Réunion évolue peu (+ 0,4 %) suite à la chute des prix des carburants en 2015. Toutefois, en volume, les importations augmentent de 3,7 %. Les exportations sont stables après une baisse en 2014. Le solde du commerce

2 La consommation des ménages, moteur de la croissance

Le produit intérieur brut (PIB) à La Réunion et ses principales composantes

	2015(e)	Évolution 2014/2015		
	en milliards d'euros	Volume	Prix	Valeur
		en %		
Produit intérieur brut	18,15	2,8	- 0,2	2,6
Consommation des ménages	12,57	3,2	- 0,5	2,7
Consommation des administrations publiques	6,80	2,3	- 0,1	2,2
Investissement	3,53	4,1	0,5	4,6
Importations	4,84	3,7	- 3,2	0,4
Exportations	0,45	- 0,1	0,1	0,0
Dépense des touristes	0,31	5,2	1,1	6,4

(e) : estimation

Source : Cerom, comptes rapides.

3 Le revenu disponible brut des ménages augmente deux fois plus vite à La Réunion qu'en France en 2015

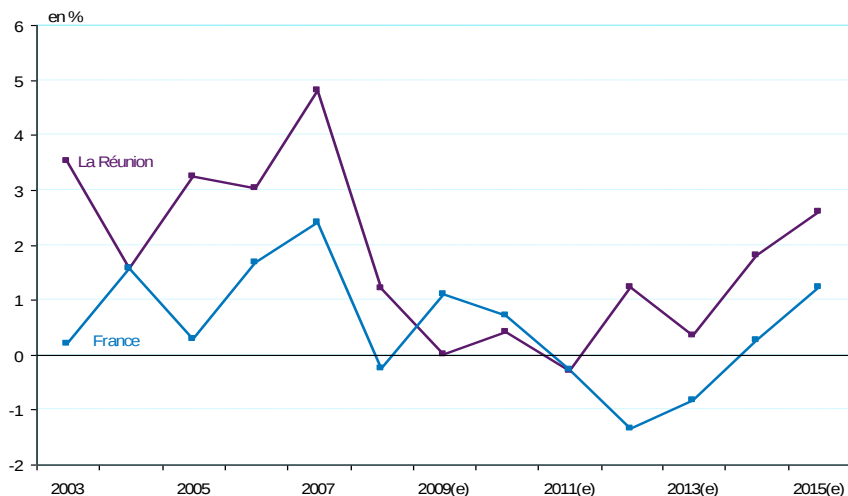
Évolution du revenu disponible des ménages entre 2014 et 2015

	Total		Par habitant	
	En valeur	En volume	En valeur	En volume
	(en %)		(en %)	
La Réunion	2,8	3,1	2,2	2,6
France	1,4	1,6	1,0	1,2

Source : Insee, Comptes Nationaux (base 2010) ; Cerom - Comptes rapides.

4 Le pouvoir d'achat individuel progresse de 2,6 %

Évolution en volume du RDBM par habitant à La Réunion et en France



(e) : estimation.

Source : Insee, Comptes Nationaux (base 2010) ; Cerom - Comptes rapides.

extérieur continue ainsi de se dégrader mais moins rapidement qu'en 2014.

Après trois années consécutives de baisse, la fréquentation touristique repart à la hausse (+ 5,1 %). Le tourisme affinitaire comme le tourisme d'agrément progressent. Le tourisme d'affaire confirme sa forte dynamique de 2014. Les dépenses des touristes ont ainsi nettement augmenté sur un an (+ 5,2 % en volume). Considérées comme des exportations, ces dépenses contribuent positivement au PIB mais participent peu à la croissance, leur poids étant limité dans l'économie réunionnaise (1,7 %).

L'amélioration se poursuit sur le marché du travail

L'emploi salarié marchand poursuit en 2015 la dynamique entamée en 2014 : + 3,7 % en glissement annuel après + 2,4 %. Cette hausse de l'emploi combinée à une stabilisation des taux d'activité permet un nouveau recul du taux de chômage au sens du Bureau international du travail (BIT). Celui-ci passe de 26,8 % en 2014 à 24,6 % en 2015. Le taux de chômage réunionnais reste très supérieur à celui de métropole (10 %).

L'amélioration du pouvoir d'achat se confirme

Le revenu disponible brut des ménages (RDBM) progresse en valeur de 2,8 % en 2015 après +2,7 % en 2014 (figure 3). Les prix de la dépense de consommation finale des ménages baissent de 0,5 %, en lien avec la baisse de l'indice de prix à la consommation (-0,3 %). Par conséquent, le RDBM en volume augmente de +3,1 % après +2,5 % en 2014. Ramené à la population, le pouvoir d'achat individuel (RDBM en volume/habitant) se renforce également : +2,6 % après +1,8 % en 2014 (figure 4).

En France, le pouvoir d'achat individuel progresse également mais moins rapidement (+1,2 %). Les prix de la dépense de consommation diminuent pour la première fois depuis 2009 (-0,2 %) tandis que le revenu disponible progresse de 1,6 % en volume. Le pouvoir d'achat individuel des Réunionnais en valeur atteint 82,3 % du niveau national, soit 10 points de plus en dix ans. Ce rattrapage rapide a marqué un coup d'arrêt en 2008 mais reprend depuis 2013. En 2015, le pouvoir d'achat individuel réunionnais accuse ainsi un retard de 12 ans sur le niveau national.

La hausse de la masse salariale se poursuit

En 2015, la masse salariale reste dynamique mais progresse moins rapidement qu'en 2014 (+2,9 % après +4,4 %). Ce léger ralentissement impacte tous les secteurs excepté l'agriculture.

Les salaires du secteur non marchand progressent de 2,4 % après +3,8 % en 2014. Les dépenses de frais de personnels de la Région augmentent fortement (+9,7 %) tandis que celles des autres administrations décélèrent (+2,0 % après +3,5 % en 2014). Les salaires du secteur non marchand représentent 45 % des salaires versés à La Réunion.

Les salaires versés dans les services marchands continuent également de

progresser (+3,1 %, après +5,0 % en 2014). Après un redémarrage lié au début des travaux de la Nouvelle route du littoral en 2014, les masses salariales dans la construction et le secteur « transports et entreposage » maintiennent leur vitalité en 2015 avec respectivement +4,9 % et +4,4 %. La reprise du tourisme à La Réunion en 2015 favorise les recrutements dans l'hébergement et la restauration. Ainsi, les salaires versés dans la branche augmentent de 9,7 %. À l'inverse, la masse salariale dans l'information et la communication recule de 2,2 % suite aux difficultés du secteur de la presse.

Revalorisations du RSA

Les prestations sociales en nature (allocations logement et remboursements de Sécurité sociale) stagnent en 2015 (+0,6 % après +3,2 % en 2014) suite la forte baisse des remboursements de médicaments (-8,1 %).

Les prestations en espèces versées par la caisse d'allocations familiales (hors allocations logement) ralentissent également en 2015 : +2,7 % après +5,2 % en 2014. Elles continuent toutefois de progresser grâce aux allocations liées aux minima sociaux, notamment le revenu de solidarité active (RSA).

Ce dernier progresse de 4,4 % en raison notamment des deux revalorisations appliquées en janvier et septembre (respectivement +0,9 % et +2,0 %). À l'inverse, les montants versés aux titulaires des

allocations familiales et des prestations liées aux jeunes enfants diminuent respectivement de 0,8 % et de 2 %. Cette baisse est la conséquence du recul du nombre de bénéficiaires suite à la loi de financement de la Sécurité sociale qui introduit depuis juillet 2015 une modulation de ces allocations et prestations en fonction du revenu.

Le montant des retraites progresse plus rapidement en 2015 (+2,8 % après +1,9 % en 2014).

Les effets de la nouvelle convention d'assurance

Malgré une baisse du taux de chômage de 2,2 points, le nombre d'allocataires en 2015 progresse (+10,5 %), ainsi que le montant des prestations versées sur le territoire (+6 %). En effet, la nouvelle convention d'assurance chômage modifie depuis le 1er octobre 2014 les droits des allocataires. Elle inclut la mise en place des droits rechargeables et la simplification des règles relatives au cumul des revenus du travail et de l'allocation chômage.

Hausse de la consommation des ménages

La hausse du pouvoir d'achat se traduit par une hausse de la consommation des ménages de +3,2 % en volume après +2,7 % en 2014. Les biens consommés étant en grande partie importés, cette croissance stimule les importations qui augmentent de 3,7 % en volume. ■

Définitions

Le déflateur du PIB utilisé pour le calcul de la croissance mesure les prix de la consommation (ménages, administrations, associations), de l'investissement et du commerce extérieur. L'évolution du **prix du PIB** diffère de celle de l'indice des prix à la consommation des ménages (IPC), son champ est notamment plus large. De même, l'évolution des prix de la **dépense de consommation finale des ménages**, bien que plus proche de l'IPC, diffère légèrement (cf Insee Première n° 1554, p2, juin 2015).

Le **revenu disponible brut des ménages** (RDBM) est constitué des revenus d'activité perçus (salariés et revenus des non-salariés), des prestations sociales versées, du solde des revenus du patrimoine (intérêts et revenus financiers reçus moins ceux versés), ainsi que du solde des autres transferts (notamment assurances). Du total de ces revenus sont déduits les cotisations sociales et les impôts directs payés par les ménages (impôt sur le revenu, taxe d'habitation, CSG, CRDS).

Comptes Rapides pour l'Outre-mer (Cerom)



Les comptes économiques rapides de La Réunion sont construits dans le cadre du projet tripartite Cerom entre l'Insee, l'AFD et l'IEDOM. Ils reposent sur une modélisation macroéconomique alimentée par les premières données disponibles de l'année écoulée. Il ne s'agit donc pas d'un compte définitif. Les estimations pourront faire l'objet d'une révision lorsque la totalité des données de l'année seront connues.

Les publications de CEROM

Études thématiques

- [Les enjeux liés à la croissance démographique](#) - Octobre 2015
- [Emploi et chômage : le paradoxe réunionnais](#) - Septembre 2015
- [Compte Satellite du Tourisme à La Réunion en 2010](#) - Août 2015
- [L'impact de nickel en Nouvelle Calédonie - 2 emplois privés sur 10 liés au secteur nickel en 2012](#) - Juin 2015
- [Estimation du PIB par habitant de Saint-Barthélemy](#) - Octobre 2014
- [Estimation du PIB par habitant de Saint-Martin](#) - Octobre 2014
- [Bilan macroéconomique de La Réunion 2000-2010 - Une crise conjoncturelle ou les limites d'un modèle de croissance ?](#) - Avril 2013
- [Emplois touristiques 2011 à La Réunion - Peu d'emplois touristiques mais un potentiel à développer](#) - Décembre 2012
- [Comparaison des prix entre la Nouvelle Calédonie et la métropole](#) - Octobre 2012
- [Guyane - Amapa : mieux structurer les territoires pour intensifier les échanges](#) - Août 2011
- [Les entreprises à La Réunion 2000-2008](#) - Avril 2011
- [Les entreprises de Nouvelle Calédonie](#) - Avril 2011
- [Mutations et évolutions de l'économie mahoraise à la veille de la départementalisation](#) - Novembre 2010
- [Comparaison des prix entre la Polynésie et la France métropolitaine](#) - Octobre 2010

Périodiques

Comptes rapides annuels

- [Polynésie française 2014](#)
- [Guadeloupe 2014](#)
- [Martinique 2014](#)
- [Guyane 2014](#)
- [Nouvelle Calédonie 2014](#)

Tableaux de bord trimestriels

- [Guadeloupe](#)
- [Guyane](#)
- [La Réunion](#)
- [Martinique](#)
- [Nouvelle Calédonie](#)
- [Polynésie française](#)

Insee La Réunion-Mayotte
Parc technologique de Saint-Denis
10 rue Demame - CS 72011
97443 SAINT-DENIS CEDEX 9

Directrice de la publication :
Valérie Roux

Rédaction en chef :
Julie Boé et Éric Huet

Mise en page :
Éric Huet
© Insee - Iedom - AFD 2016

Pour en savoir plus :

- www.cerom-outremer.fr ;
- www.insee.fr ;
- www.iedom.fr ;
- www.afd.fr